Conseil du Contentieux des Etrangers

Arrêt

n° 282 455 du 22 décembre 2022
dans l'affaire X / V

En cause : X

ayant élu domicile : au cabinet de Maître E. MAGNETTE
Rue de l'Emulation 32
1070 BRUXELLES

contre :

le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides

LE PRÉSIDENT DE LA Ve CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 09 mai 2022 par X, qui déclare être de nationalité algérienne, contre la décision de l'adjoint du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides, prise le 25 avril 2022.

Vu l'article 51/4 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 29 septembre 2022 convoquant les parties à l'audience du 28 octobre 2022.

Entendu, en son rapport, J.-F. HAYEZ, président de chambre.

Entendu, en leurs observations, la partie requérante assistée par Me DUFAYS loco Me E. MAGNETTE, avocat, et K. GUENDIL, attaché, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. L'acte attaqué

Le recours est dirigé contre une décision d'irrecevabilité d'une demande ultérieure de protection internationale, prise par l'adjoint du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides, qui est motivée comme suit :

*« **A. Faits invoqués***

Selon vos déclarations, vous seriez de nationalité algérienne et originaire d'Ammi Moussa, situé dans la wilaya de Relizane.

Le 2 mai 2022, vous avez introduit une première demande de protection internationale. À l'appui de celle-ci, vous avez invoqué les faits suivants :

En 2001, vous auriez arrêté vos études pour suivre une formation de soudeur pendant deux ans. Ensuite, vous auriez travaillé pendant trois ans à Ammi-Moussa et, à la fin de l'année 2006, vous auriez quitté votre pays à destination de la Turquie. Mais lorsque vos tentatives d'entrer en Europe via la Grèce auraient échoué, vous auriez regagné l'Algérie et contracté un crédit à la banque afin d'ouvrir un petit atelier. Votre demande aurait été acceptée et la banque vous aurait prêté l'équivalent de 20.000 euros. Néanmoins, les affaires n'auraient pas été aussi bonnes qu'escompté et, pendant trois ans, vous n'auriez pu rembourser que le quart du prêt. De 1992 à 2005, votre père, [M. B], (SP [XXXXX]) aurait occupé le poste de maire du village de Laadjama, et pris, durant cette période, part aux actions armées menées par les autorités algériennes contre les terroristes. Entre 2006 et 2008, des terroristes auraient adressé plusieurs lettres de menaces à votre père, l'accusant d'avoir tué leurs frères. En 2010, un huissier se serait présenté à votre commerce et vous aurait remis une convocation du tribunal et, en mars ou en avril 2011, il aurait procédé à la fermeture de votre atelier. En avril ou en mai 2011, vous auriez été convoqué par le tribunal et, lorsque vous auriez comparu devant le juge, il vous aurait enjoint de rembourser le crédit afin d'éviter la prison. N'étant pas en mesure de payer, vous auriez décidé de quitter votre pays à destination de l'Espagne où vous auriez passé quatre mois avant de vous rendre en France. Début avril 2012, vous seriez arrivé en Belgique, et quelques jours après, vous avez introduit la présente demande d'asile.

Le 30 août 2012, le CGRA vous a notifié une décision de refus du statut de réfugié et de refus de protection subsidiaire, en raison du manque de crédibilité de votre récit d'asile. Vous n'avez pas introduit de recours contre cette décision.

Le 4 octobre 2021, sans avoir quitté le territoire belge, vous introduisez une seconde demande de protection internationale. À l'appui de celle-ci, vous réitérez que votre père aurait subi des menaces lorsqu'il occupait le poste de maire du village de Laadjama. Vous déclarez toujours nourrir une crainte en cas de retour en lien avec ces menaces passées subies par votre père.

Comme nouvel élément, vous déclarez craindre que les familles des victimes du terrorisme se vengent sur vous. À cet égard, vous affirmez qu'en 2019, l'actuelle épouse de votre père résidant dans la maison familiale aurait appris à ce dernier que des individus seraient venus lui extorquer de l'argent.

Comme autre nouvel élément, vous affirmez qu'en 2011 vous auriez travaillé en tant que chauffeur pour le compte de votre père lorsque celui-ci occupait la fonction maire de village de Laadjama, qu'à ce titre et en raison de votre degré de proximité, la famille « [N] » (qui serait rivale aux supporters de votre père), vous aurait accusé à tort d'avoir dégradé avec d'autres manifestants les portes de la mairie, en marge de campagnes électorales. Vous déclarez qu'à la suite de ces accusations, vous auriez fait l'objet de convocations ainsi que d'un jugement vous condamnant à une peine de prison de 5 ans.

À l'appui de vos déclarations, vous fournissez votre annexe 19 ter (demande de carte de séjour de membre de famille d'un citoyen de l'UE), votre contrat de travail indéterminé, votre acte de naissance, une lettre de témoignage émanant de votre père.

B. Motivation

Pour ce qui concerne l'évaluation qu'il convient d'effectuer en application de l'article 48/9 de la Loi sur les étrangers, relevons tout d'abord qu'à l'occasion de votre première demande de protection internationale, le Commissariat général n'avait constaté, dans votre chef, aucun besoin procédural spécial qui aurait justifié certaines mesures de soutien spécifiques.

Or, sur la base de l'ensemble des informations qui figurent actuellement dans votre dossier administratif, l'on ne peut que constater qu'aucun nouvel élément ne se présente, ou n'a été présenté par vous, qui remettrait en cause cette évaluation.

Par conséquent, l'évaluation qui avait été faite reste pleinement valable et il peut être raisonnablement considéré, dans le cadre de la procédure actuelle, que vos droits sont respectés et que vous pouvez remplir les obligations qui vous incombent.

Après examen de toutes les pièces de votre dossier administratif, force est de constater que votre demande de protection internationale ne peut être déclarée recevable.

Conformément à l'article 57/6/2, §1er, alinéa 1er de la Loi sur les étrangers, le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides examine en priorité si de nouveaux éléments ou faits apparaissent, ou sont

présentés par le demandeur, qui augmentent de manière significative la probabilité qu'il puisse prétendre à la reconnaissance comme réfugié au sens de l'article 48/3 ou à la protection subsidiaire au sens de l'article 48/4. En l'absence de ces éléments, le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides déclare la demande irrecevable.

D'emblée, il convient de rappeler que votre première demande s'est clôturée par une décision de refus du statut de réfugié et de refus du statut de la protection subsidiaire par le CGRA en raison d'un manque de crédibilité de votre récit d'asile. Ainsi, il avait été relevé que le motif principal que vous invoquiez à la base de votre précédente demande (départ à la suite de votre incapacité de rembourser le capital emprunté à la banque) ne pouvait aucunement être rattaché à l'un des critères de la Convention de Genève du 28 juillet 1951. En outre, le CGRA avait estimé que les faits relatifs à ce problème ne pouvaient être assimilés à une persécution du fait de votre race, de votre religion, de votre nationalité, de vos opinions politiques ou de votre appartenance à un groupe social telle que prévue par l'article 1er, par. A, al. 2 de la Convention précitée.

Vous n'avez pas introduit de recours contre cette décision du CGRA. Le délai de recours contre la décision relative à votre première demande étant écoulé, il ne reste plus aucune voie de recours dans le cadre de cette demande. L'évaluation qui en a été faite est par conséquent définitivement établie, sauf à constater l'existence, en ce qui vous concerne, d'un élément nouveau au sens de l'article 57/6/2 de la Loi sur les étrangers qui augmente de manière significative la probabilité que vous puissiez prétendre à un statut de protection internationale. Or, nous constatons que tel n'est pas le cas en l'espèce.

En effet, il ressort de vos déclarations que vous invoquez les mêmes faits et crainte que ceux que vous aviez invoqués lors de votre demande précédente. Ainsi, vous réitérez que votre père aurait dans le passé occupé le poste de maire du village de Laadjama, que dans ce contexte il aurait été menacé, et que vous auriez encore la crainte en cas de retour que des familles des victimes du terrorisme se vengent sur vous (NEP, pp.8-9). Or, il convient de rappeler que vous n'aviez pas non plus convaincu que vous nourrissiez une crainte individuelle et fondée liée aux menaces qui auraient visé votre père avant votre fuite du pays. De fait, il est ressorti de vos propos tenus à ce sujet que vous n'aviez pas été personnellement inquiété, que vous aviez continué de vivre et de travailler de 2007 à 2012 dans votre daïra malgré les menaces adressées à votre père jusqu'en 2008, que vous aviez quitté votre pays en 2012 uniquement à la suite de votre incapacité de rembourser le capital emprunté à la banque, et donc pas suite à des menaces proférées à l'encontre de votre père.

Par ailleurs, nous relevons qu'à l'appui de cette présente demande, vous réitérez n'avoir rencontré aucun problème personnel en lien avec les activités professionnelles de votre père (NEP, p.8-9), de sorte que votre crainte alléguée en cas de retour en lien avec ces faits ne peut être considérée comme crédible.

En guise de nouvel élément, vous déclarez désormais craindre en cas de retour d'être ciblé par les familles de victimes de terroristes, lesquelles voudraient se venger de votre père à travers vous (NEP, pp.8-9). Invité à étayer en détail ces propos, vous restez laconique, vous contentant d'évoquer les dires qui auraient été rapportés à votre père par votre belle-mère (la 3e épouse de votre père), à savoir qu'elle aurait reçu de la visite d'inconnus à la maison familiale, en 2019 (NEP, pp.6-8). Interrogé plusieurs fois sur cet événement et invité à identifier précisément les protagonistes, vos déclarations n'expriment rien de concret. Hormis d'indiquer qu'il s'agissait d'individus qui auraient extorqué de l'argent, vous ne fournissez aucun élément autre concret de nature à lier cet événement, à le supposer établi, à vos problèmes redoutés en cas de retour vis-à-vis de familles de victimes de terroristes (ibid.).

Comme autre nouvel élément, vous affirmez qu'en 2011 vous auriez travaillé en tant que chauffeur pour le compte de votre père lorsque celui-ci occupait la fonction maire de village de Laadjama, qu'à ce titre et en raison de votre degré de proximité, la famille « [N] » (qui serait rivale aux supporters de votre père), vous aurait accusé à tort d'avoir dégradé avec d'autres manifestants les portes de la mairie, en marge de campagnes électorales (NEP, pp.10-11). Vous déclarez qu'à la suite de ces accusations, vous auriez fait l'objet de convocations ainsi que d'un jugement vous condamnant à une peine de prison de 5 ans (ibid.). Toutefois, vos propos sur ces nouveaux éléments n'emportent pas la conviction du CGRA. D'une part, relevons que, bien que la charge de la preuve vous incombe, vous n'avez été en mesure de produire aucun document de nature à constituer un début de preuve des convocations ou du jugement de condamnation qui vous auraient été adressés. D'autre part, vous avez fourni à ce point peu de détails, évoquant de manière vague qu'on vous aurait « fait un procès » en 2011 (NEP, p.12), ensuite que vous auriez reçu un jugement en 2018 par un « tribunal de l'état » (NEP, p.12), de sorte que ces éléments ne peuvent être considérés comme crédibles.

Remarquons de surcroît qu'à moment lors de votre précédente demande vous n'aviez évoqué avoir été l'objet de convocation ou d'accusation pour avoir causé du désordre en marge de campagne électorale en 2011, tout comme vous n'aviez déclaré nourrir de crainte en cas de retour en raison de ces faits. Confronté à ce constat et questionné sur les raisons pour lesquelles vous invoquez tardivement (soit en 2021) ces motifs qui seraient selon vous à l'origine de votre fuite de votre pays en 2012, vous répondez que vous n'auriez pas eu suffisamment de temps pour citer cette affaire lors de votre précédente procédure (NEP p.13). Or, cela n'est pas une justification suffisante pour expliquer le fait que vous n'ayez pas mentionné ces faits ni crainte relative lors de votre première demande en 2012.

Dans le même sens, alors que vous dites avoir été l'objet d'une condamnation à une peine de prison de 5 ans sur base de fausses accusations en 2018, vous n'apportez pas non plus de justification valable pour expliquer cet attentisme et ce long délai avant de présenter ces éléments aux instances d'asile belges (NEP pp.11-13). Confronté à ce constat, vos dires tels que : « Moi j'habitais depuis fin 2013 que le papa a obtenu son asile et il a eu ses papiers et est en ordre j'habite chez lui et j'ai à boire manger sans besoin de qqch en + de cela je travaille au noir et je n'avais pas besoin de venir demander l'asile» (NEP, p.13). En l'état, ces propos témoignent d'un attentisme et d'une attitude manifestement incompatibles avec l'existence d'une crainte fondée de persécution au sens de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 ou d'un risque réel de subir l'une des atteintes graves visées par la définition de la protection subsidiaire.

À l'appui de vos déclarations, vous fournissez votre acte de naissance (cf. pièce n°3 versée à la farde Documents), lequel a déjà été examiné précédemment par le CGRA. Votre annexe 19 ter (demande de carte de séjour de membre de famille d'un citoyen de l'UE) et votre contrat de travail indéterminé (cf. pièces n°1 et 2) attestent des démarches administratives entamées auprès de l'Office des étrangers ainsi que de vos activités professionnelles en Belgique, ce qui n'est pas contesté dans cette décision. Ces documents ne sont toutefois pas de nature à changer mon analyse supra quant à votre situation personnelle en cas de retour en Algérie. Quant à la lettre de témoignage émanant de votre père dans laquelle celui-ci indique que vous auriez été son chauffeur en 2011 et qu'en conséquence vous auriez convoqué par le tribunal (cf. pièce n°4), ce document n'apporte aucune précision réelle qui permettrait de remédier à la crédibilité défaillante des nouveaux éléments que vous avez présentés. Enfin, notons que le caractère privé de cette lettre limite fortement le crédit qui peut lui être accordée.

Compte tenu de ce qui précède, il apparaît donc que vous n'avez présenté aucun nouvel élément ou fait nouveau qui augmente de manière significative la probabilité que vous puissiez prétendre à la reconnaissance comme réfugié au sens de l'article 48/3 ou à la protection subsidiaire au sens de l'article 48/4. Le CGRA ne dispose pas non plus de tels éléments.

A titre informatif votre père, monsieur [M. B] (SP [XXXXX]), s'est vu octroyer en février 2014 une protection internationale sur base d'éléments propres à son dossier.

C. Conclusion

Sur la base des éléments figurant dans votre dossier, je déclare votre demande de protection internationale irrecevable au sens de l'article 57/6/2, § 1er de la Loi sur les étrangers.

J'attire votre attention sur le fait que cette décision est susceptible d'un recours suspensif conformément à ce qui est prévu à l'article 39/70, alinéa 1er de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Ce recours doit être introduit dans un délai de 10 jours à compter de la notification de la décision.

Néanmoins, si vous vous trouviez en situation de maintien ou de détention ou étiez mis à disposition du gouvernement au moment de votre demande de protection internationale, le délai pour introduire un recours est de 5 jours à compter de la notification de la décision (article 39/57, § 1er, alinéa 2, 3° de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, lu conjointement avec l'article 74/8 ou 74/9 de la même loi).

J'informe le ministre et son délégué qu'au vu des constatations qui précèdent et compte tenu de l'ensemble des faits pertinents liés aux demandes de protection internationale de l'intéressé et de l'ensemble du dossier administratif y relatif, il n'existe pas d'élément dont il peut ressortir qu'une mesure

d'éloignement ou de refoulement de l'intéressé vers son pays de nationalité ou de résidence habituelle constituerait une violation du principe de non-refoulement au regard des articles 48/3 et 48/4 de la loi du 15 décembre 1980. »

2. Procédure

2.1. Les rétroactes de la demande et les faits invoqués

La partie requérante est de nationalité algérienne et est arrivée en Belgique en avril 2012.

En date du 2 mai 2012, elle a introduit une première demande de protection internationale qui s'est définitivement clôturée par une décision de refus du statut de réfugié et refus du statut de protection subsidiaire prise le 29 août 2012 par le Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides (ci-après « Commissariat général »). La partie requérante n'a pas introduit de recours contre cette décision de refus.

Elle n'a pas regagné son pays d'origine à la suite de cette décision et elle a introduit la présente demande de protection internationale en date du 4 octobre 2021. A l'appui de cette nouvelle demande, elle invoque tout d'abord les mêmes motifs de craintes que ceux qu'elle invoquait déjà lors de sa précédente demande, à savoir que son père a reçu des lettres de menaces entre 2006 et 2008 parce qu'il a occupé le poste de maire du village de Laadjama de 1992 à 2005 outre qu'il a participé, durant cette période, à des actions armées gouvernementales menées contre des terroristes.

Comme nouveau motif de crainte, le requérant invoque une crainte à l'égard des familles des personnes qui auraient été tuées durant les massacres perpétrés dans son village en 1998 ; ces familles voudraient se venger en s'en prenant au requérant parce que son père était le maire de son village durant cette période.

Le requérant explique encore, pour la première fois, qu'il était le chauffeur de son père en 2011 lorsque celui-ci faisait campagne pour des élections régionales, ce qui aurait incité la famille N., opposée politiquement à son père, à l'accuser d'avoir participé à des manifestations durant lesquelles la mairie aurait été vandalisée. Suite à ces prétendues fausses accusations, le requérant aurait été condamné en 2018 par défaut au paiement d'une amende et à une peine de prison de 5 ans pour trouble à l'ordre public et destruction de bien public.

A l'appui de sa nouvelle demande de protection internationale, il dépose son « annexe 19 ter » qui est sa demande de carte de séjour de membre de la famille d'un citoyen de l'Union européenne, son contrat de travail en Belgique, son acte de naissance et une lettre de témoignage de son père qui a été reconnu réfugié en Belgique en 2014.

2.2. Les motifs de la décision attaquée

La décision attaquée consiste en une décision d'irrecevabilité d'une demande ultérieure de protection internationale prise en application de l'article 57/6/2, § 1er, alinéa 1er, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après dénommée la « loi du 15 décembre 1980 »). Elle est motivée par le fait que la partie requérante n'a présenté aucun nouvel élément qui augmente de manière significative la probabilité qu'elle puisse prétendre à la reconnaissance comme réfugié au sens de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980 ou à la protection subsidiaire au sens de l'article 48/4 de la même loi.

Tout d'abord, elle précise que lors de la première demande de protection internationale du requérant, le Commissariat général avait remis en cause le bienfondé de sa crainte de persécution qu'il relie aux menaces ayant visé son père avant son départ du pays. Elle rappelle que le Commissariat général avait relevé qu'il n'avait pas été personnellement inquiété, qu'il avait continué à vivre et à travailler dans sa région de 2007 à 2012 malgré les menaces adressées à son père jusqu'en 2008 et qu'il avait quitté son pays en 2012 uniquement à la suite de son incapacité à rembourser le capital emprunté à la banque.
Elle relève qu'à l'appui de la présente demande, le requérant réitère n'avoir rencontré aucun problème personnel en lien avec les activités professionnelles de son père.

Concernant sa crainte d'être ciblé par les familles des victimes décédées lors des massacres survenus dans son village, elle relève que les propos du requérant restent laconiques et qu'il se contente d'évoquer

les dires qui auraient été rapportés à son père par sa belle-mère, à savoir qu'elle aurait reçu de la visite d'inconnus à la maison familiale, en 2019. Elle constate que le requérant n'exprime rien de concret au sujet de cet événement et des protagonistes qui y seraient impliqués outre qu'il se contente d'indiquer qu'il s'agissait d'individus qui auraient extorqué de l'argent. Elle considère qu'à supposer cet événement établi, aucun élément concret ne permet de le lier à la crainte que le requérant invoque vis-à-vis des familles des victimes.

Quant à sa crainte relative aux accusations que la famille N. aurait portées à son encontre en 2011, elle relève que le requérant ne dépose aucun document de nature à constituer un début de preuve des convocations ou du jugement de condamnation qui lui auraient été adressés dans le cadre de cette affaire. Elle constate que le requérant déclare vaguement qu'on lui aurait « fait un procès » en 2011 et qu'il aurait reçu un jugement en 2018 par un « tribunal de l'état », ce qui ne convainc nullement. Elle ajoute que lors de sa précédente demande de protection internationale, le requérant n'avait pas mentionné avoir été convoqué ou accusé pour avoir causé du désordre en marge d'une campagne électorale en 2011 et il n'avait pas invoqué une crainte en raison de tels faits. En outre, elle reproche au requérant d'avoir attendu l'année 2021 pour invoquer les faits susvisés survenus en 2011 ainsi que sa prétendue condamnation qui remonterait à l'année 2018.

Enfin, les documents déposés par le requérant sont jugés inopérants (pour les motifs détaillés de la décision entreprise, voy. *supra* « 1. L'acte attaqué »).

2.3. La requête

2.3.1. Dans le recours introduit devant le Conseil du contentieux des étrangers (ci-après « Conseil »), la partie requérante invoque un moyen unique tiré *« - de la violation des articles 48/2 et suivants de la loi du 15.12.1980 concrétisant l'article 1er, alinéa 2, de la Convention de Genève du 28.07.1951*
- de la violation du principe général de droit de bonne administration concrétisé par le Guide de procédure de l'UNHCR,
- de l'article 62 de la loi du 15.12.1980 et des articles 1, 2 et 3 de la loi du 29.07.1991 relative à l'obligation de motivation formelle des actes administratifs » (requête, p. 5).

2.3.2. La partie requérante conteste en substance la pertinence de la motivation de la décision attaquée au regard des circonstances de fait propres à l'espèce.

2.3.3. En conséquence, elle sollicite, à titre principal, la reconnaissance de la qualité de réfugié à la partie requérante. A titre subsidiaire, elle demande l'annulation de la décision attaquée (requête, p. 18).

2.4. Les nouveaux éléments

La partie requérante annexe à son recours des nouveaux documents qu'elle présente et inventorie de la manière suivante : « *1. Algérie-Watch, « Décembre 1997- janvier 1998: les terrifiants massacres de Relizane », 04.01.2018, […]*
3. Algérie-Watch, « Algérie, vingt-six ans après le putsch, vingt ans après les massacres de Rélizane : sans reconnaissance, pas de paix sociale », 11.01.2018, […]
4. NEP du père du requérant, 22.04.2013
5. NEP [Notes de l'entretien personnel] du père du requérant, 20.06.2013
6. NEP du père du requérant, 16.12.2013
7. US Deparment of State, Country Reports on Terrorism 2020 : Algeria […] » (requête, p. 19).

3. Le cadre juridique de l'examen du recours

3.1. La compétence du Conseil

Dans le cadre d'un recours en plein contentieux, le Conseil jouit, en vertu de l'article 39/2, § 1er, de la loi du 15 décembre 1980, d'une compétence de pleine juridiction, ce qui signifie qu'il « soumet le litige dans son ensemble à un nouvel examen et qu'il se prononce, en tant que juge administratif, en dernière instance sur le fond du litige, ayant la compétence de réformer ou de confirmer les décisions du Commissaire général […], quel que soit le motif sur lequel le Commissaire général […] s'est appuyé pour parvenir à la décision contestée. […].
Ainsi, le Conseil peut, soit confirmer sur les mêmes ou sur d'autres bases une décision prise par le Commissaire général […] soit la réformer […] » (Projet de loi réformant le Conseil d'Etat et créant un

Conseil du Contentieux des étrangers, Exposé des motifs, *Doc. parl.*, Ch. repr., sess. ord. 2005-2006, n° 2479/001, p. 95).

Le Conseil est la seule juridiction compétente pour connaitre des recours contre les décisions prises par le Commissaire général en application de la directive 2011/95/UE. A ce titre, il doit exercer sa compétence de manière à satisfaire à l'obligation d'offrir un « recours effectif devant une juridiction » au sens de l'article 46 de la directive 2013/32/UE du Parlement européen et du Conseil de l'Union européenne du 26 juin 2013 relative à des procédures communes pour l'octroi et le retrait de la protection internationale (refonte) (ci-après dénommée la « directive 2013/32/UE »).

A cet égard, l'article 46, § 3, de cette directive impose aux Etats membres de veiller « à ce qu'un recours effectif prévoie un examen complet et ex nunc tant des faits que des points d'ordre juridique, y compris, le cas échéant, un examen des besoins de protection internationale en vertu de la directive 2011/95/UE ».
Certes, cette disposition n'est pas transposée dans ces termes dans la législation belge, mais il convient de rappeler que lorsqu'elles appliquent le droit interne et, notamment, les dispositions d'une réglementation spécifiquement adoptée aux fins de mettre en œuvre les exigences d'une directive, les juridictions nationales sont tenues d'interpréter le droit national dans toute la mesure du possible à la lumière du texte et de la finalité de la directive en cause pour atteindre le résultat visé par celle-ci et, partant, de se conformer à l'article 288, troisième alinéa, du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (ci-après dénommé le « TFUE ») (CJUE, affaires jointes C-397/01 à C-403/01, Pfeiffer e.a. du 5 octobre 2004, § 113).

Il s'ensuit que lorsqu'il procède à l'examen d'un recours introduit sur la base de l'article 39/2, § 1er, de la loi du 15 décembre 1980, le Conseil est tenu d'interpréter la loi de manière à se conformer aux exigences d'un examen complet et *ex nunc* découlant de l'article 46, § 3, de la directive 2013/32/UE.

3.2. La charge de la preuve

Le cadre juridique relatif à la charge de la preuve est régi par les articles 48/6 et 48/7 de la loi du 15 décembre 1980 qui transposent l'article 4 de la directive 2011/95/EU et l'article 13, § 1er, de la directive 2013/32/EU et qui en conséquence doivent être lus à la lumière de ces dispositions du droit de l'Union. L'établissement des faits et circonstances dans le cadre de l'examen d'une demande de protection internationale, régi par l'article 4 de la directive 2011/95/EU, se déroule en deux phases distinctes.

a) La première phase concerne l'établissement des circonstances de fait qui peuvent constituer des éléments de preuves pour étayer la demande. Le devoir de collaboration, visé à l'article 4, § 1er, de la directive 2011/95/EU et à l'article 13, paragraphe 1, de la directive 2013/32/EU, qui est limité à cette première phase, consacre le principe qu'il appartient au demandeur de présenter tous les éléments nécessaires pour étayer sa demande de protection internationale aussi rapidement que possible, comme le mentionne l'article 48/6 de la loi du 15 décembre 1980, afin que les éléments pertinents de cette demande puissent être déterminés et qu'il puisse être procédé à l'examen de sa demande. Le demandeur doit donc s'efforcer d'étayer sa demande, entre autres, au moyen de ses déclarations, ou de tout document ou de toute pièce en sa possession. Si les éléments apportés par le demandeur ne sont pas complets, actuels ou pertinents, il revient aux instances chargées de l'examen de la demande de collaborer activement avec le demandeur pour récolter tous les éléments pouvant étayer la demande. En outre, ces instances doivent veiller à collecter toute information précise et actuelle portant sur la situation générale dans le pays d'origine et, le cas échéant, dans les pays de transit.

b) La deuxième phase concerne le traitement en droit de ces données par les instances chargées de l'examen de la demande de protection internationale. Au terme d'un tel examen, ces instances doivent décider, à la lumière des faits qui caractérisent l'affaire, s'il est satisfait aux conditions de fond définies dans les articles 48/3 et 48/4 de la loi du 15 décembre 1980 pour la reconnaissance de la qualité de réfugié ou l'octroi du statut de protection subsidiaire. Dans ce cadre, il convient de procéder à l'analyse des conséquences des éléments produits pour étayer la demande et de décider si de tels éléments peuvent concrètement conduire à l'octroi d'un statut de protection internationale.
Cet examen du caractère fondé de la demande est une compétence exclusive des instances chargées de l'examen des demandes de protection internationale, de sorte que dans cette phase il n'est pas question d'un devoir de collaboration (CJUE, 22 novembre 2012, C-277/11, M.M., points 64 à 70).

Par ailleurs, l'obligation de motivation du Commissaire général ne le contraint pas à démontrer l'existence d'éventuelles déclarations mensongères ou contradictoires, mais bien à exposer les raisons pour lesquelles le demandeur ne l'a pas convaincu qu'il craint avec raison d'être persécuté ou qu'il encourt un risque réel de subir des atteintes graves s'il était renvoyé dans son pays d'origine.
Enfin, dans les cas où un doute existe sur la réalité de certains faits ou la sincérité du demandeur, l'énoncé de ce doute ne dispense pas de s'interroger in fine sur l'existence d'une crainte d'être persécuté ou d'un risque de subir des atteintes graves qui pourraient être établis à suffisance, nonobstant ce doute, par les éléments de la cause qui sont, par ailleurs, tenus pour certains.

4. Appréciation du Conseil

4.1. Le Conseil rappelle que l'article 57/6/2, § 1er, alinéa 1er, de la loi du 15 décembre 1980 est libellé de la manière suivante :

« *Après réception de la demande ultérieure transmise par le ministre ou son délégué sur la base de l'article 51/8, le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides examine en priorité si de nouveaux éléments ou faits apparaissent, ou sont présentés par le demandeur, qui augmentent de manière significative la probabilité qu'il puisse prétendre à la reconnaissance comme réfugié au sens de l'article 48/3 ou à la protection subsidiaire au sens de l'article 48/4. En l'absence de ces éléments ou faits, le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides déclare la demande irrecevable. Dans le cas contraire, ou si le demandeur a uniquement fait auparavant l'objet d'une décision de clôture prise en application de l'article 57/6/5, § 1er, 1°, 2°, 3°, 4° ou 5° le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides déclare la demande recevable.* »

4.2. Tout d'abord, le Conseil fait observer que la motivation de la décision attaquée est suffisamment claire et intelligible pour permettre à la partie requérante de saisir pour quelles raisons sa demande a été déclarée irrecevable sur la base de l'article 57/6/2, § 1er, alinéa 1er, de la loi du 15 décembre 1980. En expliquant les raisons pour lesquelles elle considère que les nouveaux éléments présentés par le requérant n'augmentent pas de manière significative la probabilité qu'il puisse prétendre à une protection internationale, la partie défenderesse expose à suffisance les raisons pour lesquelles la seconde demande de protection internationale du requérant a été déclarée irrecevable. À cet égard, la décision entreprise est formellement motivée au regard des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs.

4.3. Quant au fond, s'agissant d'une demande de protection internationale déclarée irrecevable par la partie défenderesse sur la base de l'article 57/6/2, § 1er, alinéa 1er, de la loi du 15 décembre 1980, la question en débat consiste à examiner si des nouveaux éléments apparaissent ou sont présentés par la partie requérante qui augmentent de manière significative la probabilité qu'elle puisse prétendre à la reconnaissance comme réfugié au sens de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980 ou à la protection subsidiaire au sens de l'article 48/4 de la même loi.

4.4. A cet égard, le Conseil fait siens tous les motifs de la décision attaquée, lesquels se vérifient à la lecture du dossier administratif, sont pertinents et suffisent à fonder la décision d'irrecevabilité de la présente demande de protection internationale.

Ainsi, tout comme la partie défenderesse, le Conseil relève que le requérant ne fournit aucun élément susceptible d'établir qu'il craint avec raison d'être persécuté en raison de son lien de filiation avec son père, en raison des activités politiques et professionnelles de celui-ci ou en raison des prétendus problèmes rencontrés par son père en Algérie.
Ainsi, concernant les menaces qui auraient visé le père du requérant entre 2006 et 2008, c'est à juste titre que la partie défenderesse a remarqué que le requérant n'a jamais été personnellement ciblé dans ce contexte et qu'il a seulement quitté son pays en novembre 2011 après qu'un juge lui aurait demandé d'honorer sa dette auprès de sa banque sous peine d'être incarcéré.
Quant à la crainte du requérant à l'égard des familles des victimes décédées, le Conseil constate que le requérant n'a rencontré aucun problème personnel avec ces familles et il estime qu'il est incohérent que le requérant n'ait pas invoqué cette crainte lors de sa première demande de protection internationale. De plus, à l'instar de la partie défenderesse, le Conseil relève que les propos du requérant relatifs à cette crainte restent laconiques et ne sont pas valablement étayés.
Par ailleurs, le Conseil relève que le requérant ne dépose aucun document de preuve relatif à la condamnation pénale dont il aurait fait l'objet en 2018, outre qu'il n'apporte aucune explication pertinente de nature à justifier pour quelle raison il a attendu le dernier trimestre de l'année 2021 pour introduire sa

seconde demande de protection internationale et faire état de cette condamnation pénale prononcée en 2018. De plus, alors que le requérant déclare que les accusations portées à son encontre remontent à l'année 2011, il est totalement incompréhensible qu'il n'en ait pas parlé lors de sa première demande de protection internationale. A l'instar de la partie défenderesse, le Conseil relève également que le requérant est particulièrement vague sur l'instance judiciaire qui l'aurait condamné puisqu'il se contente d'affirmer qu'il s'agit du « Tribunal de l'Etat » (dossier administratif, sous farde « 2e demande », pièce 7, notes de l'entretien personnel du 13 janvier 2022, p. 9). Pour le surplus, dans le cadre de sa compétence de pleine juridiction dont les contours ont été définis ci-dessus au point 3.1., le Conseil relève que le requérant a tenu des propos différents et vagues au sujet de l'année de son procès dès lors qu'il a d'abord déclaré qu'il avait eu lieu en 2011 et qu'il a ensuite indiqué l'année 2018 (notes de l'entretien personnel du 13 janvier 2022, pp. 12, 13).

4.5. Le Conseil estime que la partie requérante ne formule, dans son recours, aucun moyen sérieux susceptible de mettre valablement en cause les motifs de la décision attaquée.

4.5.1. Ainsi, la partie requérante relève que le Commissariat général a octroyé la protection internationale au père du requérant et qu'elle aurait dû considérer que cette protection était un élément nouveau qui augmente de manière significative la probabilité que le requérant puisse également prétendre à une protection internationale ; elle reproche à la partie défenderesse de ne pas avoir pris connaissance du dossier administratif du père du requérant alors qu'elle en avait fait la demande expresse (requête, pp. 6, 7).

Le Conseil ne peut pas accueillir favorablement ces explications.
Ainsi, concernant le fait que la partie défenderesse n'aurait pas pris connaissance du dossier d'asile du père du requérant, le Conseil rappelle que le Commissariat général prend ses décisions en toute indépendance et qu'il est libre d'apprécier les mesures d'instruction qu'il convient d'effectuer afin de se prononcer sur les demandes de protection internationale dont il est saisi. En l'espèce, le Conseil estime que la partie défenderesse a procédé à une correcte analyse des éléments nouveaux exposés par le requérant et qu'elle a pu légitimement conclure, sans devoir effectuer des mesures d'instruction complémentaires, que ces nouveaux éléments n'augmentent pas de manière significative la probabilité que le requérant puisse prétendre à la reconnaissance de la qualité de réfugié au sens de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980 ou à la protection subsidiaire au sens de l'article 48/4 de cette loi.

Par ailleurs, le Conseil relève une incohérence dans le chef de la partie requérante dans la mesure où elle a seulement introduit sa seconde demande de protection internationale le 4 octobre 2021 alors que son père s'est vu reconnaitre la qualité de réfugié le 13 février 2014 et qu'elle considère que l'octroi de cette protection internationale est un élément nouveau qui augmente de manière significative la probabilité que le requérant puisse également prétendre à une protection internationale. Il est donc incompréhensible que le requérant se soit montré si peu diligent et qu'il ait introduit sa nouvelle demande de protection internationale près de sept ans et huit mois après la clôture de la demande de protection internationale de son père.

En tout état de cause, le Conseil tient à rappeler que chaque demande de protection internationale doit faire l'objet d'un examen individuel et que d'après la décision attaquée, le père du requérant s'est vu octroyer une protection internationale sur la base d'éléments qui lui sont propres et personnels. Rien ne permet donc d'attester que la reconnaissance de la qualité de réfugié au père du requérant est un indice probant du bienfondé de la demande de protection internationale du requérant. De plus, le Conseil rappelle que l'octroi de la protection internationale à un membre de la famille d'un demandeur de protection internationale ne génère pas *ipso facto* une crainte fondée de persécution ou l'existence d'un risque réel d'atteinte grave dans le chef de ce dernier. En conséquence, le statut de protection internationale octroyé au père du requérant ne dispense pas celui-ci de démontrer, pour ce qui le concerne personnellement, l'existence d'une crainte fondée de persécution ou d'un risque réel de subir des atteintes graves, que cette crainte ou ce risque trouve sa source dans le vécu de son père ou qu'ils en soient indépendants. Or, en l'espèce, le Conseil relève que les déclarations et documents produits par le requérant ne permettent pas d'établir la réalité des problèmes personnels qu'il allègue ni l'existence d'une crainte fondée de persécution et d'un risque réel d'atteinte grave dans son chef.

En outre, à la lecture des déclarations faites par le père du requérant en 2013, dans le cadre de sa propre demande de protection internationale (v. pièces n°4 à 6 annexées au recours), le Conseil relève qu'il n'a invoqué aucun problème particulier et aucune menace ou crainte particulière dans le chef du requérant, ce qui discrédite les propos de ce dernier selon lesquels son père a toujours eu peur pour lui, qu'il a

toujours été surveillé en Algérie et qu'il n'a pas pu terminer ses études « *à cause de ces problèmes* » (notes de l'entretien personnel du 13 janvier 2022, p. 9). Pour le Conseil, le fait que le père du requérant n'ait invoqué aucun problème dans le chef de celui-ci contribue à remettre en cause le bienfondé des craintes de persécutions que le requérant relie aux activités politiques et professionnelles de son père et à son lien de filiation avec lui. Dans son recours, la partie requérante avance que le père du requérant « *n'a rien dévoilé de ses enfants* » durant ses auditions au Commissariat général parce qu'il craignait manifestement des représailles (requête, p. 14), explication qui ne convainc nullement le Conseil dans la mesure où elle n'est pas étayée et qu'elle ne trouve aucun écho à la lecture des comptes rendus des auditions du père du requérant annexés au recours et encore moins dans le témoignage du père du requérant figurant au dossier administratif (v. dossier administratif, sous farde « 2ème demande », pièce 17, « farde avec documents », document n° 4).
Ensuite, le Conseil relève d'autres divergences importantes qui contribuent à remettre en cause la crédibilité des propos du requérant. En effet, le requérant déclare qu'il n'a pas grandi avec sa mère et qu'il a toujours vécu avec son père à partir de l'âge de quatre ans jusqu'à son départ du pays ; le requérant affirme également que les familles des victimes veulent s'en prendre à lui parce qu' « *ils savent très bien* » qu'il est « *très proche* » de son père et qu'il est à ses côtés depuis sa petite enfance ; le requérant relate aussi qu'il a été le chauffeur de son père entre mars 2011 et mai 2011 lorsque celui-ci faisait la campagne électorale (notes de l'entretien personnel du 13 janvier 2022, pp. 4, 8, 10, 15). Or, le Conseil relève que le père du requérant a tenu des propos contraires lors de sa propre demande de protection internationale puisqu'il ressort de son audition du 16 décembre 2013 qu'il ne parlait plus et ne vivait plus avec le requérant depuis l'année 1994 ; il ressort également de ce rapport d'audition du 16 décembre 2013 que le père du requérant n'avait pas connaissance, à cette période, du fait que le requérant se trouvait en Belgique depuis l'année 2012 et qu'il y avait introduit une demande de protection internationale le 2 mai 2012 (v. pièce n° 6 annexée au recours, rapport d'audition du père du requérant du 16 décembre 2013, pp. 1-4). Le Conseil n'est donc pas convaincu que le requérant avait une proximité particulière avec son père lorsqu'ils vivaient en Algérie et encore moins qu'il pourrait être inquiété ou persécuté en raison de cette prétendue proximité.

Aussi, à ce stade, rien n'autorise à penser que la demande ultérieure de protection internationale du requérant aurait un quelconque lien avec celle de son père. En l'espèce, la partie requérante reste en défaut de démontrer concrètement en quoi son lien de parenté avec son père ainsi que le vécu de ce dernier pourraient fonder une crainte de persécution ou un risque réel d'atteinte grave dans son chef.

4.5.2. La partie requérante reproche ensuite à la partie défenderesse un « *manque flagrant de soin* » et relève à cet égard que le requérant a seulement été entendu durant 2h30, de 09h03 à 11h30 lors de sa première demande de protection internationale, et pendant 2 heures, de 09h46 à 12h02, dans le cadre de la présente demande de protection internationale ; elle estime que la brièveté de son audition du 29 juin 2012 permet raisonnablement d'expliquer que le requérant « *n'a pas abordé la convocation et l'accusation de désordre en marge de la campagne électorale de 2011 lors de sa demande de 2012* » ; elle considère que l'instruction de la partie défenderesse a été bâclée et que les questions posées lors de l'entretien personnel du 13 janvier 2022 étaient rarement pertinentes ; elle estime qu'il « *aurait été nécessaire de clarifier la situation personnelle du requérant au regard des persécutions subies par son père : les activités du requérant, ses lieux de vie, les liens qu'il entretenait avec son père lorsque celui-ci a subi des menaces des terroristes et des membres du FLN en 2006 puis en 2011, son rôle de « chauffeur » en 2011, etc* » ; elle reproche aussi à la partie défenderesse d'avoir empêché le requérant de « *revenir sur l'histoire de l'Algérie* » et elle estime que la partie défenderesse aurait dû déposer des informations sur la situation sécuritaire actuelle dans sa région et sur le sort des élus locaux de 1997 (requête, pp. 6, 7, 14, 16).

Le Conseil ne partage pas cette analyse et estime que l'instruction menée par la partie défenderesse dans le cadre des deux demandes de protection internationale du requérant est suffisante, pertinente et adéquate et lui permet de se prononcer dans le cas d'espèce en connaissance de cause. En outre, le Conseil considère que le requérant s'est vu offrir, lors de ses deux auditions au Commissariat général en date du 29 juin 2012 et du 13 janvier 2022, la possibilité de mentionner tous les éléments utiles au fondement de ses deux demandes de protection internationale. Ainsi, le Conseil n'aperçoit aucun obstacle qui aurait pu empêcher le requérant d'invoquer, lors de son audition du 29 juin 2012, « *la convocation et l'accusation de désordre* » dont il aurait fait l'objet en 2011. Par ailleurs, s'il est exact que l'officier de protection ayant mené l'entretien personnel du 13 janvier 2022 a demandé au requérant de ne pas revenir sur l'histoire de son pays et de se concentrer sur ses problèmes personnels, le Conseil relève que cette remarque avait pour but d'éviter au requérant de faire une digression en ne répondant pas précisément à la question qui lui était posée (notes de l'entretien personnel du 13 janvier 2022, p. 7) ; il ressort de la

suite de cet entretien personnel que le requérant a finalement pu contextualiser son récit d'asile et ses craintes de persécution en invoquant l'histoire de son pays et de sa région (notes de l'entretien personnel du 13 janvier 2022, p. 9). De plus, à la fin de son entretien personnel du 13 janvier 2022, le requérant a déclaré qu'il n'avait rien à ajouter à ses déclarations et qu'il enverrait éventuellement un courriel à la partie défenderesse afin de compléter son récit, ce qu'il n'a manifestement pas fait ; le requérant a également précisé qu'il n'avait aucune remarque à faire concernant le déroulement de son entretien personnel du 13 janvier 2022 et son avocat a également pu s'exprimer à l'issue de celui-ci (notes de l'entretien personnel du 13 janvier 2022, p. 19). Pour le surplus, le Conseil observe que, dans son recours, la partie requérante ne fournit aucun élément supplémentaire ou nouveau susceptible de renverser le sens de la décision attaquée.

4.5.3. Par ailleurs, la partie requérante soutient que la transcription et/ou la traduction des propos du requérant durant l'entretien personnel du 13 janvier 2022 est très problématique et que de nombreuses phrases n'ont ni queue ni tête ; elle reproduit un extrait des notes de cet entretien personnel et fait valoir qu'on peine à comprendre ce que le requérant a déclaré ; elle estime que ces problèmes de traduction et/ou de transcription reflètent le peu de sérieux que la partie défenderesse a mis pour comprendre les propos du requérant (requête, p. 7).

Le Conseil ne partage pas cette analyse et estime que les passages reproduits par la partie défenderesse afin d'illustrer les problèmes de transcription et/ou de traduction allégués ne sont pas probants et ne reflètent pas un manque de soin, de sérieux ou de diligence de la part de la partie défenderesse. Le Conseil estime que ces passages sont aisément compréhensibles à la lecture de l'ensemble des notes de l'entretien personnel du 13 janvier 2022. De plus, si la partie requérante allègue « *qu'on peine à comprendre ce que le requérant a déclaré* », elle ne prétend ni ne démontre que ses propos tels qu'ils ont été retranscrits sont totalement incompréhensibles ou hors de propos par rapport à son récit d'asile. Pour finir, le Conseil constate que, conformément à l'article 57/5 quater de la loi du 15 décembre 1980, la partie requérante avait l'opportunité de faire parvenir au Commissariat général ses observations relatives aux notes de son entretien personnel dans un délai de huit jours ouvrables suivant la notification de la copie desdites notes, ce qu'elle s'est abstenue de faire en l'espèce.

4.5.4. En outre, la partie requérante explique que l'Algérie a été le théâtre d'affrontements et de massacres de civils à partir du coup d'Etat de 1992 à environ l'année 2001 ; le village du requérant n'a pas été épargné par ces conflits et a fait l'objet d'un massacre la nuit du 4 janvier 1998 ; le père du requérant a été personnellement et directement impliqué dans ces évènements, notamment en sa qualité de maire de la localité (requête, pp. 10, 11). Elle explique que le requérant craint d'être persécuté en raison de l'opinion politique qu'on lui impute et/ou en raison de l'appartenance politique de son père (requête, pp. 13, 14). Elle estime qu'il est tout à fait plausible de considérer que le requérant a été mêlé aux problèmes de son père et qu'il a également fait l'objet de menaces, ou qu'à tout le moins, il se soit senti menacé à partir de l'année 2006 et qu'il nourrisse une crainte subjective, mais raisonnable, d'être actuellement persécuté (requête, p. 14).

Le Conseil ne peut pas accueillir favorablement ces arguments.
Tout d'abord, il considère que les craintes du requérant relatives aux activités politiques de son père restent purement hypothétiques et ne sont pas étayées par le moindre élément probant.
Quant à la crainte du requérant d'être persécuté en raison d'une opinion politique qui pourrait lui être imputée, elle est également dénuée de fondement et reste purement théorique en particulier au vu de l'absence de crédibilité du requérant qui n'est pas parvenu à établir qu'il entretenait des liens étroits avec son père en Algérie ni qu'il aurait déjà été ciblé dans son pays d'origine en raison de son lien de parenté avec son père ou des opinions politiques de celui-ci. Le Conseil rappelle que dans le cadre de l'évaluation du caractère fondé de la crainte de persécution d'un demandeur de protection internationale, s'il est indifférent qu'il possède effectivement la caractéristique liée à la race, à la religion, à la nationalité, à l'appartenance à un groupe social déterminé ou aux opinions politiques à l'origine de la persécution, le requérant doit néanmoins exposer de manière crédible pourquoi ces caractéristiques lui sont attribuées par l'acteur de persécution. En l'espèce, outre le manque de crédibilité du récit du requérant, le Conseil relève qu'il n'a actuellement aucun engagement politique et qu'il n'a jamais prétendu avoir été actif politiquement lorsqu'il vivait en Algérie de sorte qu'il n'y a aucune raison sérieuse de penser qu'une opinion politique puisse lui être imputée et lui valoir d'être persécuté en cas de retour dans son pays.

4.5.5. Concernant le fait que le requérant ait attendu sa seconde demande de protection internationale pour invoquer les convocations et « *l'accusation de désordre* » dont il aurait fait l'objet en 2011, la partie requérante fait valoir que le requérant a seulement pris connaissance de l'existence de ces poursuites

après sa première demande de protection internationale ; elle ajoute que le requérant « *ne situe pas bien les faits chronologiquement* » et que son père l'a maintenu dans l'ignorance (requête, p. 16).

Le Conseil n'est pas convaincu par ces explications et estime très peu crédible que les proches du requérant aient tardé à l'informer des accusations dont il faisait l'objet dans son pays d'origine alors que ces faits sont loin d'être anodins et sont de nature à fonder une crainte de persécution dans son chef. Quant à la prétendue difficulté du requérant à situer correctement des faits de manière chronologique, elle ne permet en aucune manière de justifier les omissions qui lui sont reprochées et qui portent sur des faits importants de son récit d'asile.

4.5.6. La partie requérante explique ensuite que le requérant a tardé à introduire la présente demande de protection internationale parce qu'il n'avait pas envisagé que c'était légalement possible ; elle explique que le requérant est resté avec son père après l'arrivée de celui-ci en Belgique et qu'il a introduit une demande de regroupement familial et ne s'est probablement plus senti menacé en cas de retour en Algérie (requête, p. 17).

Le Conseil n'est pas davantage convaincu par ces arguments et estime totalement invraisemblable que le requérant n'ait pas pu être informé plus tôt de la possibilité d'introduire une seconde demande de protection internationale, d'autant plus que son père s'est vu reconnaitre la qualité de réfugié en Belgique le 13 février 2014 et que le requérant explique que cette reconnaissance crédibilise le bienfondé de ses craintes de persécution. Il est donc difficile de concevoir qu'il ait introduit sa nouvelle demande de protection internationale plus de sept années après l'octroi de la protection internationale à son père. Le Conseil estime qu'un tel attentisme n'est pas compatible avec l'existence d'une réelle crainte de persécution dans le chef du requérant en raison des motifs allégués.

4.5.7. La partie requérante soutient ensuite qu'il est manifestement impossible de se procurer les documents judiciaires et le jugement de condamnation prononcé en 2018 à l'encontre du requérant ; elle précise que l'épouse de son père a été contrainte de fuir le domicile conjugal en 2019 suite à des menaces et qu'elle n'ose pas y retourner alors que les documents susvisés s'y trouvent (requête, p. 17).

Le Conseil ne peut se satisfaire de ces explications et estime incohérent que le requérant ait tardé à se faire parvenir le jugement du tribunal le concernant alors que ce document aurait été déposé à son domicile dès l'année 2018 (notes de l'entretien personnel du 13 janvier 2022, pp. 12, 13). En outre, le Conseil estime très peu crédible que le requérant se trouve, depuis l'année 2019, dans l'impossibilité absolue d'envoyer une personne – autre que l'épouse de son père – à son domicile afin d'y récupérer les documents judiciaires qui le concerneraient. De plus, le requérant ne fait pas état de réelles démarches qu'il aurait entreprises dans ce sens et il se contente d'affirmer que l'épouse de son père craint de se rendre dans leur ancien domicile. Il apparait donc évident que le requérant ne s'est pas réellement efforcé de récupérer les documents judiciaires relatives à sa condamnation pénale prononcée en 2018, ce qui contribue à remettre en cause la crédibilité de son récit.

4.5.8. Par ailleurs, la partie requérante invoque dans le chef du requérant l'existence de raisons impérieuses et d'une crainte exacerbée qui l'empêcheraient de retourner vivre dans son pays d'origine ; elle soutient que le requérant a vécu dans une telle peur, continue et justifiée, qu'il ne peut envisager vivre à nouveau en Algérie et y être confronté aux familles des victimes des massacres, dont son père est jugé responsable (requête, pp. 13,15).

Sur ce sujet, le Conseil rappelle qu'il y a lieu de tenir compte des cas dans lesquels, en raison du caractère particulièrement atroce de la persécution subie - eu égard à sa nature intrinsèque, aux circonstances dans lesquelles elle s'est déroulée et à l'importance des conséquences psychologiques et/ou physiques engendrées -, la crainte de l'intéressé est exacerbée à un point tel qu'un retour dans son pays d'origine, où cette persécution a été rendue possible, est inenvisageable. La prise en considération d'un tel état de crainte doit être appréciée en fonction de l'expérience personnelle vécue par l'intéressé, de sa structure psychologique individuelle, de l'étendue des conséquences physiques et psychiques constatées et de toutes les autres circonstances pertinentes de l'espèce. Dans cette dernière hypothèse, le fardeau de la preuve incombe au premier chef à la partie requérante. Il lui appartient ainsi de démontrer tant la réalité que la particulière gravité, d'une part, de l'atteinte qui lui a été initialement portée, d'autre part, des traumatismes psychologiques et/ou physiques qui en ont résulté dans son chef, et enfin, de l'état de crainte persistante qui fait obstacle à toute perspective raisonnable de retour dans son pays.
En outre, concernant l'analyse de la demande sur la base des raisons impérieuses, le Conseil rappelle qu'il convient de raisonner par analogie avec le paragraphe 5 de la section C de l'article 1er de la

Convention de Genève qui autorise, malgré le changement de circonstances dans le pays d'origine ou malgré l'ancienneté des faits, à considérer que la qualité de réfugié peut être reconnue au demandeur, « qui peut invoquer, pour refuser de se réclamer de la protection du pays dont il a la nationalité, des raisons impérieuses tenant à des persécutions antérieures » (cfr notamment CPRR 91-490/ F161, du 7 janvier 1993; CPRR 96-1850/F517, du 8 septembre 1997 ; CPRR, 05-0616/F2563 du 14 février 2007 ; CCE, 29.223 du 29 juin 2009 ; CCE, 55.770 du 9 février 2011).

En l'espèce, le Conseil considère que de telles raisons impérieuses ainsi que l'existence d'une crainte exacerbée ne peuvent pas être reconnues dans le chef du requérant. A cet égard, le Conseil relève d'emblée que le requérant n'établit nullement qu'il a déjà subi des persécutions ou vécu des évènements particulièrement traumatisants ou atroces dans son pays d'origine. De plus, à la lecture des déclarations du requérant, le Conseil relève qu'il a vécu normalement en Algérie suite aux massacres survenus dans sa région en 1998 ; le Conseil constate également que le requérant ne prétend nullement qu'il aurait été personnellement témoin de ces massacres ou ciblé d'une quelconque manière durant ceux-ci. Par ailleurs, le sentiment de peur dans lequel le requérant prétend avoir vécu jusqu'à son départ du pays et sa prétendue crainte à l'égard des familles des victimes n'emportent pas la conviction du Conseil dans la mesure où ils ne sont pas valablement étayés et qu'ils ne reposent sur aucun élément sérieux. Enfin, le Conseil relève que le requérant ne dépose aucune attestation médicale ou psychologique de nature à établir qu'il souffre de séquelles physiques ou psychologiques résultant de faits qu'il aurait vécus dans son pays d'origine.

4.5.9. S'agissant des documents déposés au dossier administratif, le Conseil se rallie à l'analyse pertinente qui en a été faite par la partie défenderesse et constate avec celle-ci qu'ils n'augmentent pas de manière significative la probabilité que le requérant puisse prétendre à un statut de protection internationale. Dans son recours, la partie requérante ne développe aucune argumentation pertinente de nature à contester cette analyse. Elle se contente d'indiquer que le témoignage privé rédigé par son père a été légalisé « *afin d'appuyer son propos* » (requête, p. 17). Or, le Conseil considère que le simple fait que ce document ait été légalisé en Belgique ne garantit pas que toutes les informations qui y figurent sont véridiques. En l'espèce, le Conseil constate que le témoignage du père du requérant est particulièrement laconique et n'apporte aucun éclaircissement de nature à pallier les insuffisances relevées dans les déclarations successives du requérant.

4.5.10. S'agissant des documents généraux annexés au recours et des informations générales qui y sont reproduites (requête, pp. 10-13), ils sont de portée générale et n'apportent aucun éclaircissement quant au défaut de crédibilité des faits que le requérant invoque à titre personnel.

4.5.11. Par ailleurs, le Conseil estime que le bénéfice du doute, que sollicite la partie requérante, ne peut pas lui être accordé (v. requête, pp. 9, 17, 18).

En effet, le Conseil rappelle que le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (ci-après dénommé HCNUR) recommande d'accorder le bénéfice du doute à un demandeur si son récit parait crédible (*Guide des procédures et critères pour déterminer le statut des réfugiés au regard de la Convention de 1951 et du Protocole de 1967 relatifs au statut des réfugiés*, Genève, 1979, réédition, 2011, pages 40 et 41, § 196) et précise que le « *bénéfice du doute ne doit être donné que lorsque tous les éléments de preuve disponibles ont été réunis et vérifiés et lorsque l'examinateur est convaincu de manière générale de la crédibilité du demandeur* » (Ibid., § 204). De même, en application de l'article 48/6, § 4, de la loi du 15 décembre 1980, « Lorsque le demandeur n'étaye pas certains aspects de ses déclarations par des preuves documentaires ou autres », le bénéfice du doute est accordé « lorsque les conditions cumulatives suivantes sont remplies :
a) le demandeur s'est réellement efforcé d'étayer sa demande ;
b) tous les éléments pertinents à la disposition du demandeur ont été présentés et une explication satisfaisante a été fournie quant à l'absence d'autres éléments probants ;
c) les déclarations du demandeur sont jugées cohérentes et plausibles et elles ne sont pas contredites par les informations générales et particulières connues et pertinentes pour sa demande ;
d) le demandeur a présenté sa demande de protection internationale dès que possible, à moins qu'il puisse avancer de bonnes raisons pour ne pas l'avoir fait ;
e) la crédibilité générale du demandeur a pu être établie ».

Le Conseil estime qu'en l'espèce, au vu des développements qui précèdent, il est manifeste que les conditions énoncées ci-dessus ne sont pas remplies et qu'il n'y a dès lors pas lieu d'octroyer à la partie requérante le bénéfice du doute qu'elle revendique.

4.5.12. En outre, dès lors que le Conseil considère que la partie requérante n'établit pas la réalité des faits de persécutions qu'elle invoque, ni le bienfondé des craintes qu'elle allègue, l'application en l'espèce de la forme de présomption légale établie par l'article 48/7 de la loi du 15 décembre 1980, selon lequel « *le fait qu'un demandeur d'asile a déjà été persécuté dans le passé […] ou a déjà fait l'objet de menaces directes d'une telle persécution […] est un indice sérieux de la crainte fondée du demandeur d'être persécuté […], sauf s'il existe de bonnes raisons de croire que cette persécution [...] ne se […] [reproduira] pas* », ne se pose nullement et manque dès lors de toute pertinence (cf. C.E. (11e ch.), 8 mars 2012, n° 218.381 ; C.E., 27 juillet 2012, ordonnance n° 8858).

4.6. En conclusion, le Conseil considère qu'aucun nouvel élément ou fait nouveau n'apparait ou n'est présenté par la partie requérante, qui augmente de manière significative la probabilité qu'elle puisse prétendre à la reconnaissance comme réfugié au sens de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980.

4.7. Par ailleurs, en ce qui concerne la protection subsidiaire, dans la mesure où le Conseil estime que les éléments présentés par le requérant ne permettent pas d'augmenter de manière significative la probabilité qu'il puisse prétendre à la reconnaissance comme réfugié au sens de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980, il estime que ces éléments ne permettent pas davantage d'augmenter de manière significative la probabilité qu'il puisse prétendre à la protection subsidiaire au sens de l'article 48/4, § 2, a et b, de la loi du 15 décembre 1980. En outre, le Conseil n'aperçoit, dans les écrits, déclarations et documents qui lui sont soumis, aucune indication d'un risque réel de subir les atteintes graves visées à l'article 48/4, § 2, c), de la même loi, en cas de retour du requérant en Algérie.

4.8. Le Conseil considère dès lors qu'aucun nouvel élément ou fait nouveau n'apparait ou n'est présenté par la partie requérante, qui augmente de manière significative la probabilité qu'elle puisse prétendre à la protection subsidiaire au sens de l'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980.

4.9. En conclusion, le Conseil estime que les documents déposés par la partie requérante, les déclarations qu'elle a faites, ainsi que les arguments de la requête ne justifient pas de réformer la décision d'irrecevabilité de la seconde demande de protection internationale du requérant, prise par l'adjoint du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides.

4.10. Les constatations qui précèdent rendent inutile un examen plus approfondi des motifs de la décision querellée et de l'argumentation développée dans la requête, semblable examen ne pouvant, en toute hypothèse, pas induire une autre conclusion quant au fond de la demande.

4.11. Le Conseil rappelle enfin que, dans le cadre de la compétence de pleine juridiction qu'il exerce au contentieux de l'asile, il est amené à soumettre l'ensemble du litige à un nouvel examen et à se prononcer par un arrêt dont les motifs lui sont propres et qui se substitue intégralement à la décision attaquée. Il en résulte que l'examen des vices éventuels affectant cette dernière au regard des règles invoquées dans les moyens de la requête, a perdu toute pertinence.

5. Le Conseil ayant conclu à la confirmation de la décision attaquée, il n'y a pas lieu de répondre favorablement à la demande d'annulation formulée par la partie requérante dans son recours.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article unique

La requête est rejetée.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le vingt-deux décembre deux mille vingt-deux par :

M. J.-F. HAYEZ,	président de chambre
Mme M. BOURLART,	greffier.

Le greffier,	Le président,
M. BOURLART	J.-F. HAYEZ